Jeunesse et résilience nationale

Cahiers de la pensée mili-Terre n° 43

le Commandant Aurore LEVASSEUR

publié le 29/03/2018

L'Armée de Terre dans la société

Une grande partie de la jeunesse française est désemparée par de multiples problèmes d'origine sociétale. Dans ce cadre contraignant, elle peut pourtant faire preuve d'une grande résilience et d'un enthousiasme intact. La défense nationale est légitime pour appuyer la jeunesse dans cet élan par le biais des recrutements traditionnels dans les forces d'active complétées par celles de réserve. Le service civique est également une voie prometteuse. Cependant, pour l'auteur de ces lignes, rien ne sera possible sans «acte refondateur de notre système éducatif».

La France a une grande chance, celle d'avoir une jeunesse encore motivée par l'engagement civique, une jeunesse prometteuse, attachante, dynamique, bien loin des clichés d'individualisme forcené dont on l'affuble. Plus de 300.000 jeunes de moins de 25 ans postulent ainsi chaque année pour s'engager dans un service civique ou dans un métier de la défense et de la sécurité. Malheureusement, faute de postes notamment, les trois quarts d'entre eux ne seront pas retenus et seront déçus de ne pas pouvoir être utiles ainsi à la société. Cet engouement est également fragilisé par un lien qui se distend entre la société et son armée et, plus largement, par la perte de vue d'un destin sociétal commun.

L'État aurait pourtant tout intérêt à répondre à cette envie d'être utile à la collectivité, car cette envie est menacée et décline. Ce devoir n'est pas uniquement un devoir moral à l'égard de ses jeunes citoyens ou un devoir sociétal pour faciliter le vivre ensemble, mais, dans un monde où les menaces protéiformes et nouvelles ne cessent d'émerger, c'est une chance incroyable à saisir pour développer la capacité de résilience de la nation.

Cela nécessite non seulement de répondre au désir d'investissement des jeunes adultes

au profit de la société, mais surtout à l'encourager en revoyant les principes guidant le système éducatif élémentaire.

Depuis la rédaction de cet article en novembre 2014 et suite aux attentats en France de janvier et novembre 2015, de multiples mesures ont été prises pour répondre au désir d'investissement des jeunes adultes. Néanmoins, ces mesures, pour être pleinement efficaces, ne peuvent faire l'économie d'une révision en profondeur des objectifs du cycle scolaire élémentaire.

L'éducation des enfants à l'âge de la construction de l'individu social (6-12 ans), doit intégrer toute l'assise philosophique et psychologique solide grâce à laquelle un futur adulte au sein d'une société malmenée pourra rebondir. Le service civique et la suspension du service militaire ne permettant plus d'assurer massivement la cohésion des jeunes français, il est impératif qu'en France l'éducation nationale prenne le relais et offre aux enfants les capacités de pouvoir relever les défis de demain et de trouver leur place dans la société. Sans cela, la résilience et la cohésion de notre société sont en danger.

Un attrait de l'uniforme qui perdure encore

Les jeunes Français témoignent d'une envie encore notable de s'engager dans un métier en uniforme. Avec de possibles poly-candidatures, environ 150.000 jeunes, majoritairement entre 18 et 25 ans, ont postulé l'an dernier pour pouvoir exercer un métier de la défense ou de la sécurité publique.

Dans notre société où le bien-être est roi, où l'argent fait le bonheur du consommateur, où les réseaux sociaux et l'attachement à la sphère amicale et familiale sont fortes, moins d'un jeune sur 30 est encore prêt à abandonner son confort et ses habitudes pour vivre une vie militaire, une vie d'exception, loin des siens, une vie avec des contraintes de disponibilité, de risques, d'investissement physique et psychique.

Nous pourrions nous en satisfaire et louer le courage de ces candidats aux métiers en uniforme; il faut au contraire s'inquiéter de ce pourcentage, car cet engouement ne durera pas. Cet engouement ne se retrouve déjà pas nécessairement dans nos pays voisins. Le Royaume-Uni développe une réserve militaire avec des moyens financiers dix fois supérieurs aux nôtres. Ainsi, en 2014, le budget de la réserve de l'armée de terre britannique est de 200 millions de livres (environ 250 millions d'euros) contre 35 millions pour de l'armée de Terre française. Les possibilités de formation et d'emploi sont bien supérieures aux nôtres. Pourtant, malgré des campagnes de communication onéreuses, les cabinets de recrutement peinent à trouver des candidats.

En France,l'enthousiasme et la volonté sont encore là, reste le choix politique d'y répondre.

L'amour ne durera pas toujours: uniforme, qui es-tu?

Nous ne sommes pas à l'abri d'un désintérêt de la jeunesse pour les forces étatiques de défense et de sécurité. Les menaces d'une rupture du lien jeunesse/armées se développent insidieusement. D'abord, l'environnement familial des jeunes est de plus en plus éloigné du monde militaire. Les jeunes majeurs ont des parents dont certains n'ont plus fait leur service militaire. Dans quelques années, ils seront majoritaires. Ils n'entendront plus parler, lors des repas de famille, des souvenirs de la mixité sociale vécue et de la formation reçue.

Les guerres semblent anciennes, l'éloignement émotionnel des événements n'encourage pas à une adhésion massive au devoir de mémoire.

Les déserts militaires se multiplient sur le territoire français. Et, plus inquiétant encore pour la cible jeune, cette désertification militaire touche également la sphère culturelle, comme le cinéma. Ainsi, entre 2010 et 2014, une vingtaine de films anglo-saxons ont eu pour thème principal les armées contre deux films français. Aujourd'hui, la visibilité des métiers en uniforme sur les écrans passe majoritairement par la communication de recrutement et, conjoncturellement, par les reportages d'information lors de missions opérationnelles. Ces réductions de l'empreinte territoriale et culturelle des armées sont autant de facteurs qui distendent le lien entre le citoyen et les armées.

Culture de l'impuissance et non culture de la paix

Il y a de surcroît fréquemment, dans la société, une confusion entre la volonté de la paix et la garantie de la paix. Nous souhaitons tous vivre dans un monde en paix, beaucoup pensant que les vertus humanistes protègeront la nation de toute menace. C'est oublier que la paix s'est gagnée dans le sang et qu'elle est sans cesse menacée. Si l'on peut souhaiter ardemment un monde plus altruiste et pacifié, il faut également analyser avec lucidité les menaces actuelles et la réalité géopolitique du monde. L'éloignement des théâtres d'opérations rend les menaces moins palpables. Le sentiment de sécurité se développe à tort comme l'aversion pour la mort.

Alors que les menaces sont multiples, diffuses, imprévisibles, la France est en outre contrainte à faire des économies et la défense est durement touchée. Pourtant, comme l'écrivait en septembre 2014, dans Le Parisien, le Contrôleur général de la police nationale Loïc Garnier, coordonnateur de la lutte antiterroriste en France et ancien patron de la brigade criminelle – et l'avenir lui a donné raison: «Le risque est élevé, oui. Aujourd'hui, nous ne sommes plus à nous demander s'il y aura un attentat en France, mais quand».

Cela rejoint les propos des Colonels Givre et Le Nen dans leur ouvrage «Enjeux de guerre»: «La période exceptionnelle de paix dans laquelle nous vivons depuis trois générations pourrait n'être rien d'autre qu'une veillée d'armes […]. Notre message est clair: ayons encore le courage de regarder la guerre en face et préparons-nous inlassablement à la faire. C'est le prix à payer pour la paix, la sécurité et la prospérité de nos enfants. C'est le prix de notre liberté».

En cela, le gouvernement actuel, en décidant le maintien de 18.500 postes et l'augmentation du budget de la défense de 3,8 milliards d'euros d'ici à 2019, a pour la première fois depuis la professionnalisation délivré un message fort concernant l'importance de la défense nationale.

De la nécessité de développer la résilience de la jeunesse

C'est pourquoi, face aux crises rencontrées (économiques, militaires, environnementales…), il importe de développer la résilience des membres de la société. Cela nécessite des procédures et une organisation particulière formalisées. Cela exige également de la part de la société de développer la fraternité, un sentiment d'appartenance et de destin commun et d'encourager le renforcement individuel de certaines valeurs et compétences.

Cela a été un des points positifs majeurs du service national de savoir renforcer la résilience sociétale par une cohésion accrue et la transmission d'un savoir-être solide. Le service national a cristallisé de nombreuses critiques parfois justifiées. Quel ne fut pas le soulagement de beaucoup lorsque le service militaire fut suspendu à partir de 1998! Pourtant, quatorze ans plus tard, 62% des personnes interrogées dans un sondage de l'IFOP en 2012, quelle que soit leur sympathie politique, regrettaient le service militaire obligatoire. Par une interruption de quelques mois dans leur vie des jeunes adultes, le service militaire offrait un sas qui leur permettait notamment de se confronter à la mixité sociale et d'apprendre à se situer au sein de la société.

«L'armée renvoie à un espace social diversifié, ce qui est de plus en plus rare dans notre société individualiste», explique Elyamine Settoul, chercheur à l'institut européen de Florence et enseignant à Sciences-Po Paris. «Les Français sont en attente de cette mixité sociale, d'un projet collectif porté par cette institution, comme a pu l'être l'école».

Aujourd'hui, alors que le service national est suspendu, comment la jeunesse française pourrait-elle faire face à des évènements exceptionnels si elle n'y est pas préparée ?

Pour développer cette résilience sociétale, il est nécessaire d'agir auprès de deux cibles: celle des jeunes adultes volontaires et celle de l'éducation des enfants de 6 à 12 ans. C'est la combinaison de ces deux niveaux d'action qui renforcera durablement la résilience des jeunes Français.

Il ne faut pas décevoir l'intérêt collectif des jeunes adultes

«Dis moi et j'oublie. Montre-moi et je me souviens. Implique moi et je comprends» (proverbe chinois)

Chaque année, 20.000 jeunes sont intégrés au service de la défense et de la sécurité de la France mais, à l'inverse, 130.000 sont déçus de ne pas avoir en avoir l'accès. C'est pourquoi il importe de ne pas infléchir la politique de recrutement des agents d'active comme de réserve.

En mai 2014, le conseil supérieur de la réserve militaire a rappelé l'importance à accorder au ratio de réservistes: 30% provenant des anciens militaires et 70% provenant du monde civil pour des jeunes de moins de 35 ans, moins immédiatement rentables pour l'armée, mais contributeurs d'une vision résiliente de la société. L'armée de Terre répond également à l'intérêt collectif des jeunes par le biais des RSMA et des RSMV dont l'expérimentation va débuter en septembre 2015, des contrats de volontaires, des classes défense et des partenariat éducation nationale-défense nationale…

Il est également possible de favoriser l'implication des jeunes dans la vie de la société par un nouvel effort sur le service civique, qui offre aux jeunes adultes la possibilité de s'engager dans des missions de solidarité, d'encadrement sportif ou de défense de l'environnement. Le gouvernement actuel, suite aux attentats de janvier, a décidé de renforcer, à raison, ce dispositif de service civique, saisissant l'intérêt crucial de répondre aux souhaits des jeunes de s'investir dans la société (150.000 services civiques contre 35.000 en 2014).

Être formé à la responsabilité, à l'autonomie et à la lucidité sur les valeurs à protéger dans notre société n'est pas l'apanage des armées, de la police ou du service civique.

Cela peut être repris par l'éducation nationale, avec l'idée en réflexion de pouvoir proposer une option «bénévolat» au baccalauréat ou l'octroi de crédits ECTS aux étudiants bénévoles. Cette proposition est inscrite dans le rapport 2015 «Reconnaître, valoriser, encourager l'engagement des jeunes» de Patrick Kanner, ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports.

Par exemple, les séjours longs à l'étranger comme le dispositif Erasmus renforcent très positivement la capacité de la jeunesse à s'adapter et à voir dans les difficultés des défis à surmonter. Cela peut passer, comme y invite Gérard Chaliand de manière un peu utopique ou difficile à mettre en œuvre dans cette période de restriction budgétaire, par la création d'une bourse pour l'aventure: «Nous sortirions mieux de nos problèmes de société par la seule action des jeunes adultes formés ainsi. Longtemps, on a convoqué toutes les classes d'âge pour effectuer un service militaire d'une année. Convoquer maintenant les jeunes pour un service national de la découverte du monde représenterait ce que j'appelle un progrès»[1].

Si proposer des dispositifs aux jeunes adultes qui souhaitent s'investir au profit de la collectivité est une nécessité politique, il

faut parallèlement favoriser auprès des enfants la conscience du collectif, de la société, et leur permettre de développer les bases de ce que constitue la résilience, à savoir des compétences, mais également une compréhension individuelle de leur place dans la société et dans le monde, et des responsabilités attenantes.

Redonner du sens à l'éducation nationale

L'importance de l'éducation dans la résilience a déjà été étudiée par Monique Castillo, qui insistait, lors d'une conférence en 2012 à l'École militaire, sur l'apport de Françoise Dolto. Néanmoins, il faut pouvoir intégrer ces apports de la psychologie moderne dans les pratiques pédagogiques.

La formation et l'expérience permettent à l'individu de vivre des événements traumatiques en se sentant «outillé» pour y faire face. Il se sent capable d'agir avec le sentiment d'avoir des chances véritables de survivre.

La préparation du citoyen devrait permettre de développer une responsabilisation qui conduit à une attitude active lors de la crise.

De surcroît, elle devrait permettre de rebondir après l'événement crisogène (attentat, déclassement économique, catastrophe naturelle…).

La réactivité est rendue possible grâce à l'éducation. Cet «outillage» est un corpus de valeurs que l'on retrouve au sein de la formation militaire et qui explique le succès des formations aux écoles militaires de Saint-Cyr faites au profit des grandes écoles et des entreprises, à savoir: confiance en soi, responsabilisation, collaboration et coopération, respect des règles, exemplarité des enseignants, identification du rôle de chacun dans le collectif, compréhension du problème fondamental rencontré et de ses enjeux, solidarité et respect d'autrui dans sa différence, méthodologie dans la conduite de l'action…. Cela peut également passer par des formations de type secourisme, comme évoquées dans le rapport 2013 de la commission armées jeunesse concernant la résilience.

Si certaines compétences peuvent être développées chez les adultes, c'est uniquement à partir d'un socle comportemental acquis très tôt, lors de la construction de l'individu social, entre 6 et 12 ans. Ce socle bénéficie bien entendu de la qualité de l'éducation parentale. Néanmoins, l'école à un rôle majeur à jouer puisque, en classe, l'enfant est bien plus qu'un enfant, il est un élève, comme un individu dans la société est bien plus qu'un individu, il est un citoyen. La volonté collective de la nation de former des futurs citoyens impliqués, résilients, réactifs doit guider le système éducatif national.

Or, la mise en place de savoir-être se fait par l'action et par l'exemplarité et certainement pas par des cours théoriques magistraux d'éducation civique ou de morale citoyenne.

La conception de l'éducation nationale est aujourd'hui tronquée car majoritairement orientée sur des apprentissages délivrés lors de cours oraux. Elle perd de vue l'état final recherché: apprendre aux enfants à devenir des adultes autonomes qui ont confiance en eux et qui réussissent. La résilience repose sur des valeurs qui ne sont plus celles véhiculées dans la pédagogie actuelle.

Ces valeurs fondatrices de la résilience sont les suivantes:

- autonomisation de l'enfant dès le plus jeune âge;

- développement de la responsabilité par plus de libertés mûries;

- méthodologie et sens de l'organisation dans l'action;

- intelligence de situation et esprit de décision;

- imagination et créativité: positionnement de l'homme comme acteur du changement dans un monde interdépendant;

- travail en collaboration, empathie;

- valorisation du travail et de l'effort pour sa propre progression et non pour des facteurs externes (notes, maîtresse, plaisir des parents, récompense);

- développement de l'estime de soi pour ne pas craindre l'inconnu et l'adversité.

Or, sans acte refondateur de notre système éducatif, la résilience et la cohésion de notre société sont en danger

Il pourrait dès lors être salvateur de s'inspirer de Maria Montessori, qui a développé une approche fondée sur ces valeurs clés dont l'éducation nationale pourrait largement s'inspirer. Cela demanderait de dépasser les crispations idéologiques et partisanes autour du terme «nationale». Dans sa pédagogie scientifique, la période 6-12 ans est la période sensible de construction de la personnalité sociale.

Très visionnaire, elle précise également qu'il ne faut pas élever nos enfants pour le monde d'aujourd'hui. Ce monde n'existera plus lorsqu'ils seront grands. Aussi doit-on en priorité aider l'enfant à cultiver ses facultés de création et d'adaptation. Elle redonne ses lettres de noblesse à la discipline raisonnée. «C'est ce que réalise l'approche Montessori depuis 1907, mais c'est seulement depuis une génération qu'on a entrevu tout son potentiel et qu'elle s'est mise à se développer partout sur la planète où la démocratie régnait», explique Benoit Dubuc dans le livre «La pédagogie. Théories et pratique de l'antiquité à nos jours».

Les enseignants en cycle élémentaire ont le bagage universitaire (BAC+5) et, pour beaucoup, l'envie d'aller dans cette direction. La majorité des participants aux formations Montessori sont des enseignants en recherche d'une densité philosophique, d'un sens à donner à leur pratique. Mais la motivation individuelle des professeurs des écoles ne peut remplacer une vision collective où l'école a un rôle crucial à jouer, tant dans la transmission des savoirs que dans la préparation des jeunes à leur intégration citoyenne et professionnelle dans la société et dans le monde, aux responsabilités qui les attendent et aux sens qu'elles incarnent.

De l'importance d'une vision collective et politique de la résilience

Promouvoir la résilience chez les jeunes nécessite une volonté politique forte qui s'appuie sur une refonte des attendus du système éducatif, notamment du primaire, et sur un investissement de l'État et des armées pour accompagner le souhait des jeunes adultes à s'investir dans la société, dans notre société. Il est urgent de donner à la jeunesse les capacités intellectuelles et comportementales de réaction adaptée face à une crise, dans un monde évoluant à une vitesse exponentielle. Cela pourrait paraître impossible en temps de crise d'investir différemment pour la jeunesse, mais la prise de conscience d'une communauté de destin doit prévaloir.

[1] Patrice Franceschi «Le regard du Singe», 2013 - Points (p.214)

Officier sous-contrat, intégrée en 2004 dans l'armée d'active, le Commandant Aurore LEVASSEUR a servi comme officier communication et chef d'un bureau recrutement reconversion et condition du personnel au 7ème bataillon de chasseurs alpins de 2001 à 2007. Chef du bureau gestion du personnel et directrice des ressources humaines du 28ème groupe géographique de 2007 à 2010, elle a ensuite commandé le Centre d'information et de recrutement des forces armées du Mans jusqu'en 2014, ce qui lui a permis de côtoyer quotidiennement la jeunesse française et de mener de multiples projets en lien avec l'éducation nationale. Elle a ensuite servi à la Délégation des réserves de l'armée de Terre et est actuellement officier stagiaire de la 23ème promotion de l'École de guerre.

Titre : le Commandant Aurore LEVASSEUR

Auteur(s) : le Commandant Aurore LEVASSEUR

Date de parution 17/02/2018